

Bulletin du FMI

CRISE DE LA DETTE SOUVERAINE EUROPÉENNE

Le FMI salue l'accord visant à surmonter la crise de la zone euro

Bulletin du FMI en ligne
22 juillet 2011



Le Conseil européen a rassemblé les dirigeants à Bruxelles pour traiter du problème de la crise de la dette souveraine en Europe (Photo : Thierry Roge/Reuters)

- Le FMI salue l'accord global pour surmonter la crise de la dette souveraine européenne
- Un accord crucial sur les engagements financiers européens et une amélioration des conditions de prêt pour la Grèce, le Portugal et l'Irlande
- L'assouplissement du Fonds européen de stabilité financière est considéré en constituer un élément central

Mme Christine Lagarde, Directrice générale du FMI, salue l'accord conclu par les dirigeants de la zone euro sur un vaste train de mesures en vue d'aider la Grèce à surmonter la crise de sa dette souveraine et d'améliorer les instruments disponibles pour lutter contre des crises ultérieures.

«À mon sens, l'élément crucial, qui change véritablement la donne, est l'engagement et la détermination des dirigeants à apporter une aide aux pays jusqu'à ce que ceux-ci puissent à nouveau accéder aux marchés, sous réserve qu'ils mènent leurs programmes à bonne fin. Cela signifie que les États membres s'engagent à soutenir d'autres États membres», a déclaré Mme Lagarde.

Aide à la Grèce

Les dirigeants des 17 pays de la zone euro ont consenti une nouvelle aide de 109 milliards d'euros à la Grèce. Conjuguée aux apports volontaires du secteur privé et au maintien de l'aide du FMI, cette somme comblera le [déficit de financement](#) du budget grec et donnera au pays le répit dont il a besoin pour renouer avec la croissance et la compétitivité.

«À mon avis, l'essentiel est que les États membres de la zone euro aient accepté d'améliorer sensiblement les conditions de financement de la Grèce grâce à un allongement des délais de remboursement et une réduction des taux d'intérêt des prêts ultérieurement consentis par le FESF. Manifestement, il s'agit là d'une avancée majeure», a-t-elle déclaré.

Mme Lagarde a précisé que le FMI restait déterminé à soutenir la Grèce, mais a indiqué qu'aucune nouvelle demande n'avait encore été soumise à l'institution. «Le FMI a clairement l'intention de participer activement à ce programme dans l'objectif de rétablir la croissance, en veillant à ce que la Grèce puisse accéder de nouveau aux marchés, et que sa dette revienne à un niveau nettement plus viable».

Mme Lagarde s'est félicitée de l'accord visant à impliquer le secteur privé par le biais de ce que les dirigeants européens ont dénommé une contribution «à la carte», une mesure qui devrait apporter 37 milliards d'euros au plan de sauvetage de la Grèce.

Les dirigeants européens ont également annoncé que l'amélioration des conditions de prêt consentie à la Grèce sera élargie à l'Irlande et au Portugal, les deux autres pays qui ont conclu des programmes avec l'Union européenne et le FMI.

Assouplissement

Les dirigeants ont également accepté d'assouplir les conditions de prêt du Fonds européen de stabilité financière, une mesure [préconisée](#) par le FMI dans sa récente [évaluation de la zone euro](#).

Il est désormais possible de faire appel au FESF pour des prêts de précaution au sein de la zone euro, et pour recapitaliser les banques par la voie de concours aux États — y compris pour les pays qui ne bénéficient pas d'un programme. «De l'avis du FMI, cette souplesse revêt un caractère crucial», a déclaré Mme Lagarde.

Renforcement de la gouvernance économique

Mme Lagarde a également salué l'engagement des dirigeants européens à affermir la gouvernance économique de la zone euro. «Changer les règles du jeu, veiller à ce qu'il existe une gouvernance économique, un gouvernement effectif de la zone euro lorsqu'il s'agit de questions économiques et financières — ce sont là des mesures qui, à l'évidence, diminuent aussi le degré d'incertitude».

Le FMI a [préconisé](#) le renforcement des règles collectives au sein de l'Union européenne afin de favoriser l'application de la discipline budgétaire et de mettre la dernière main au cadre de stabilité financière européen. La consolidation de la gouvernance économique favorisera la confiance dans la zone euro et permettra de calmer des marchés volatils qui menacent de décourager l'investissement et d'affaiblir la croissance.